Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1209

Artikel: Recherche & développement : trop peu de Suisses qualifiés
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015467

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Trop peu de Suisses qualifiés

(*réd.*) Sur 100 personnes engagées dans la R&D, 26 ne sont pas de nationalité suisse. Le personnel helvétique ne suffit pas à satisfaire les besoins des différents domaines scientifiques et technologiques, entreprises privées et hautes écoles. C'est dans le secteur des entreprises privées que l'effectif des étrangers est le plus élevé (27%), suivi des hautes écoles (26%). La Confédération ne compte que 2% d'étrangers, en raison même des conditions qui régissent l'engagement.

Ces ressources humaines étrangères constituent une force de travail hautement spécialisée et bien formée. En effet, 50% de ces personnes sont dotées d'un titre académique, environ 10% d'un diplôme ETS ou ESCEA et près de 40% ont suivi une formation technique, commerciale ou autre. Dans les entreprises privées, 40% des titulaires d'un titre académique sont étrangers; dans l'industrie chimique, alimentaire et textile, ce personnel représente plus de la moitié des effectifs. La proportion des étrangers est moins élevée dans les hautes écoles (29%).

En outre, sur un total de 58 630 postes, en 1992, 21% sont occupés par des femmes. Ces dernières sont le moins représentées dans les entreprises privées (17%) et à la Confédération (16%), alors qu'elles constituent 30% du personnel dans les hautes écoles. Leur formation: commerciale ou technique. Les universitaires sont nettement moins représentées (17%) et les ingénieures ETS ou diplômées ESCEA presque inexistantes. (Office fédéral de la statistique, section des hautes écoles et de la science, in *Vision* , magazine de la science et de la recherche 1/95). ■

●●●

dans la pratique. Il aborde entre autres, et grâce à un important travail de lobbying des ONG, de nombreux domaines sociaux et politiques: éducation, emploi, santé, violences contre les femmes, féminisation de la pauvreté, migrantes, etc. Les ONG se sont prononcées dans une annexe qui fait partie intégrante du rapport national.

Quelques regrets cependant, dans l'euphorie de ces exercices préparatoires. A l'heure où l'on parle d'égalité et non plus d'émancipation des femmes, ce sujet décidément n'intéresse que ces dernières: on ne peut que déplorer la quasi totale absence des hommes dans ces débats. L'absence des Romandes pose également un point d'interrogation. Le manque d'ouverture des Suisses aussi: lors de la désignation de la délégation qui se rendait à New York, ni la candidature d'une Tibétaine, soutenue par pratiquement tous les membres du Comité national, ni celle de deux migrantes, proposée par les trente ONG féministes du Forum, n'ont été acceptées.

«Que restera-t-il de tout cela? se demande Stella Jegher. Un amoncellement de papiers sans véritable solution concrète? Cette quantité d'énergie pour des textes secs, issus de longues discussions et de difficiles compromis, pose des problèmes après chaque conférence internationale. Toutefois, il faut se souvenir qu'au-delà des papiers et des déclarations ce qui compte vraiment, ce sont les contacts, les discussions, les rencontres et les échanges entre des femmes de cultures différentes. Ce qui compte, ce sont ces multiples expériences qui enrichissent et qui vivifient ensuite la vie et l'activité politique quotidienne». ■

COMMERCE INTERNATIONAL

Le référendum avorté

(*jd*) Le comité référendaire contre les accords du Gatt a largement échoué dans sa tentative de réunir les 50 000 signatures requises pour susciter une votation populaire. Mal organisé, trop faible – aucun parti et organisation ne l'a appuyé, même pas les écologistes –, le comité a surtout singulièrement manqué d'arguments. En effet, l'idée que la Suisse, extrêmement dépendante de ses échanges avec l'étranger, puisse rester à l'écart d'un accord qui lie l'ensemble de la communauté est tout simplement indéfendable. Les opposants n'ont pas réussi à proposer une alternative crédible. Et pour cause: l'alternative, c'est au sein même de la nouvelle organisation mondiale du commerce qu'elle devra progressivement se faire une place. En complétant les accords déjà adoptés, et trop unilatéralement marqués par des critères purement économiques, par des dispositions relevant de la protection de l'environnement et de la justice sociale. Ces améliorations, c'est en participant à l'OMC et non en restant sur la touche que nous pourrons contribuer à les imposer: les organisations critiques, en exercant une pression constante sur le Conseil fédéral, et la Suisse avec d'autres pays, conscients qu'à terme l'économie ne peut se développer que dans un environnement de qualité et dans des conditions socialement équitables.

Ce débat rappelle singulièrement celui sur les relations de la Suisse avec l'Europe: pour nombre de nos compatriotes l'Union européenne présente encore trop de défauts pour justifier une adhésion de notre pays. Mais il faudra bien se rendre à l'évidence: le temps n'est plus aux modèles taillés sur mesure. Des ensembles économiques et politiques se construisent à l'échelon continental et planétaire. Ils deviendront ce que leurs membres voudront qu'ils soient et non ce que les spectateurs aimeraient qu'ils soient. ■

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
André Gavillet (ag)
Charles-F. Pochon (cfp)
Jean-Luc Seylaz
Forum: Sylviane Klein
Composition et maquette:
Valérie Bory,
Françoise Gavillet
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9